

Du point de vue de M. Botha, ni les réformes nationales ni les initiatives de pacification menées dans la région avaient aidé à atteindre l'objectif fondamental de l'Afrique du Sud, à savoir la stabilité politique. Pour les généraux majoritaires au sein du Conseil national de sécurité et pour l'ancien ministre de la Défense qui le dirigeait en sa qualité de président d'État, une solution militaire constituait la seule voie possible, tant à l'échelle nationale que régionale ; en effet, tous ces gens étaient fondamentalement incapable d'envisager un démantèlement négocié de l'*apartheid*.

### LA DÉSTABILISATION TOTALE

Le Lesotho a été la première victime. En janvier 1986, un blocus total imposé par Pretoria a débouché sur un coup d'État, qui a permis de chasser du pouvoir M. Leabua Jonathan, trop indépendant au goût de Pretoria, et de le remplacer par un gouvernement plus favorable. Les raids lancés au mois de mai par l'Afrique du Sud contre le Botswana, la Zambie et le Zimbabwe ont fait échouer l'initiative du groupe des Sages du Commonwealth juste au moment où un progrès semblait possible. Au Lesotho et au Swaziland, les sympathisants de l'ANC sont devenus la cible de commandos de tueurs clandestins.

Pourtant, ce sont une fois de plus surtout l'Angola et le Mozambique qui ont fait les frais de ces opérations. En août 1986, l'Afrique du Sud a mené en Angola une nouvelle incursion militaire d'envergure. En septembre de la même année, des rebelles du MNR, soutenus par l'Afrique du Sud, ont attaqué depuis le Malawi la région centrale du Mozambique. Cette offensive était destinée à couper l'étroit corridor de Beira reliant le Zimbabwe au port mozambicain de Beira et à scinder ainsi le pays en deux. Au début du mois d'octobre, Pretoria a menacé le Mozambique d'interventions militaires et déporté des milliers de travailleurs mozambicains. Une semaine plus tard à peine, le président du Mozambique, M. Samora Machel, et vingt-huit de ses collaborateurs perdaient la vie dans un mystérieux accident d'avion.<sup>25</sup>

En 1987, les guerres secrètes livrées par Pretoria en Angola et au Mozambique ont pris une tournure radicalement différente. Le gouvernement angolais a lancé en septembre une vaste offensive militaire contre l'UNITA. Il a tout d'abord remporté d'importants succès, ce qui a incité l'Afrique du Sud à entreprendre sa sixième invasion de l'Angola. Même si cette offensive a coûté la vie à des milliers de soldats angolais, l'Afrique du Sud a subi, quant à elle, des pertes plus lourdes que jamais, y compris des avions de chasse. Un journal britannique a fait mention d'une "décimation" au sein du fameux 32<sup>e</sup> Bataillon d'Afrique du Sud, et les journaux sud-africains ont fait état de mutineries dans deux autres formations. Pretoria a reconnu être intervenu pour empêcher la défaite de l'UNITA. Cet aveu et les visites rendues par le président Botha et certains ministres importants du cabinet sud-africain dans les bases de la SADF en Angola ont permis de confirmer que l'UNITA n'était rien de plus qu'un pantin de Pretoria.

Au Mozambique, l'offensive du MNR dans les provinces centrales a finalement été maîtrisée. Il semble que les États de la "ligne de front" aient réussi à convaincre le Malawi de ne plus soutenir secrètement le MNR et, à l'heure actuelle, les troupes de ce dernier pays patrouillent la voie ferrée au nord. Le foyer de la guerre s'est nettement déplacé vers le sud

du Mozambique. Les attaques du MNR sont désormais menées par des divisions comprenant jusqu'à 500 hommes entraînés, bien équipés et extrêmement mobiles dont beaucoup auraient, d'après le gouvernement du Mozambique, déjà servi dans la SADF en Angola. Les attaques terroristes menées à l'aveuglette contre la population ont pris l'aspect de vastes massacres organisés régulièrement contre les civils et caractérisés par une cruauté qui frise la sauvagerie. L'objectif, semble-t-il, consiste à répandre la terreur dans le sud du Mozambique, à isoler Maputo, la capitale, du reste du pays et à accentuer le mécontentement causé dans les villes par les importantes réductions des budgets sociaux dictées par le Fonds monétaire international (FMI).

L'Afrique du Sud utilise actuellement les mêmes tactiques au Zimbabwe. Dans toute l'Afrique australe, la guerre de déstabilisation menée par Pretoria devient chaque jour plus barbare. Les "escadrons de la mort" sud-africains sillonnent la région. Lors d'une entrevue qu'il donnait à des journalistes après que son pays fut contraint de libérer des citoyens suisses kidnappés au Swaziland par l'un de ces escadrons (autre exemple de violation du pacte de non-agression signé avec ce pays!), le ministre sud-africain des Affaires étrangères, M. Pik Botha, déclarait que son pays ne ferait plus désormais de gentillesses diplomatiques.<sup>27</sup>

Pretoria a clairement démontré qu'il était déterminé à recourir à sa grande puissance régionale économique et militaire pour atteindre en Afrique australe quatre grands objectifs :

- 1) détruire l'ANC et punir tout État associé de près ou de loin à cette organisation ;
- 2) saper les initiatives de la CCDA, non seulement dans le secteur des transports, mais aussi dans deux autres domaines auxquels la Conférence s'intéresse depuis quelque temps, à savoir ceux de la production et du commerce intra-régional ;
- 3) réduire l'impact des sanctions dans la région et en répercuter les effets sur les pays voisins ;
- 4) il faut dire enfin que le coup d'État au Lesotho (et peut-être même la mort de Samora Machel) traduit l'apparition à Pretoria d'un sentiment nouveau : le désespoir.

Jusqu'à présent, les initiatives de déstabilisation avaient pour but de "modifier les *comportements*, et non les structures politiques".<sup>28</sup> Il semble que l'Afrique du Sud soit désormais résolue à renverser tout régime qu'elle estime lui être hostile. Cela lui a été relativement facile au Lesotho. Une fois de plus, c'est sur le Mozambique que Pretoria semble concentrer son effort. Le succès de l'opération dépendra dans une large mesure de la participation d'autres pays. Toutefois, les populations d'Afrique australe vont continuer de payer un lourd tribut.

### LES COÛTS DE LA DÉSTABILISATION

Le coût humain de plus d'une décennie de déstabilisation n'a jamais réellement été évalué avec précision. Près de 2 millions de personnes ont été déracinées et sont devenues des réfugiés. Près de 10 p. 100 de la population namibienne est constituée soit de réfugiés, soit d'exilés. M. Joseph Hanlon, spécialiste des questions d'Afrique australe, estime que la déstabilisation aura fait en Angola et au Mozambique *seulement* quelque 735 000 victimes entre 1980 et 1986 :